

Interview avec Dennis Garrity, Directeur Général de l'ICRAF

L'ICRAF, le Centre mondial d'Agroforesterie, basé au Kenya, est le groupe de recherche le plus important du Groupe consultatif de la recherche internationale sur l'agriculture (CGIAR) dans le domaine de la mitigation de la déforestation tropicale, de la dégradation du sol et de la pauvreté rurale par le biais de systèmes agroforestiers améliorés. L'agroforesterie est un système de gestion écologique des ressources naturelles qui, par la plantation d'arbres sur les terres arables et de pâture, met l'accent sur la diversification et le soutien à la production dans l'intérêt de tous les exploitants à tous les niveaux. Une rencontre d'InfoResources avec le directeur général de l'ICRAF a été l'occasion de parler des expériences de ce centre et d'une éventuelle coopération avec la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC).

InfoResources : Depuis des années déjà, l'ICRAF s'est penché sur des alternatives à la culture sur brûlis et nous partons de l'idée que différentes solutions ont été testées. Que pouvez-vous nous dire des « meilleures pratiques » ?

DG : Les « meilleures pratiques » dépendent localement de la situation et des systèmes d'exploitation du sol et varient très fortement d'une région à l'autre. Il est capital de comprendre les processus de décision des ménages pour faciliter la mise en œuvre de meilleures stratégies et de solutions adaptées aux conditions locales. En fait, beaucoup dépend de personnes-clés au niveau local, qui seraient susceptibles de jouer les avocats des « meilleures pratiques ». D'où l'importance primordiale d'identifier ces personnes, et de les aider à promouvoir une meilleure utilisation des lisières forestières.

Parmi les facteurs de succès dans le domaine en question, il faut mentionner une préparation soigneuse, une bonne dose de patience et du réalisme. Cela dit, nous sommes tous encore à la recherche de meilleurs modèles. A mon avis, celui des Projets Intégrés de Conservation et Développement (ICDP) n'est pas aussi mauvais que certains veulent bien le dire. Le problème est que cette approche a souvent été mal utilisée : certaines agences ne respectaient pas les bonnes pratiques ICDP dans leurs processus internes, ce qui a fait échouer inutilement maints projets.

De notre activité aux Philippines, nous avons pu dégager des leçons utiles. L'ICRAF a travaillé à proximité d'un parc national où la culture sur brûlis échappait au contrôle et prenait de l'ampleur

(près de 300 incursions par année). Pour remédier à cette situation, nous avons proposé diverses mesures techniques, cherché à exploiter de nouveaux débouchés commerciaux avec la population indigène (bois, fruits) et soutenu le développement d'un cadre institutionnel local pour protéger le parc à l'aide d'un mouvement local de protection de l'environnement. La collaboration entre les communautés villageoises vivant en lisière du parc, les gestionnaires du parc et le gouvernement municipal a permis de renverser la situation. En quelques années, les cultures sauvages sur brûlis ont pu être réduites de plus de 95 pour cent. L'approche intégrative, avec des mesures techniques, institutionnelles et politiques, a été la clé du succès.



Dennis Garrity est agronome, spécialisé dans les systèmes agraires. Avant de prendre la tête de l'ICRAF en tant que directeur général, il a dirigé le programme « Alternatives to Slash-and-Burn » en Asie du sud-est et mené des recherches sur les pratiques de conservation basées sur l'agroforesterie des petits propriétaires de terrains en pente et sur des techniques appropriées d'agroforesterie pour lutter contre la dégradation de prairies.

Table des matières

Article de fond

Interview avec Dennis Garrity, Directeur Général de l'ICRAF 1

D'intérêt courant

Politique

La faim dans le monde – comment continuer ? 3

Le commerce des produits agricoles creuse l'écart entre riches et pauvres 3

Mise en œuvre

Faire de la recherche ensemble, mais comment ? 4

L'équité, une condition à la gestion des forêts tropicales 4

Le partage du pouvoir : la cogestion des ressources naturelles 5

Les écosystèmes doivent devenir un élément intrinsèque

de l'infrastructure hydrique 5

La responsabilité de la politique locale face au changement climatique 6

Recherche

Quelles sont les chances des ménages de se remettre de catastrophes environnementales? 7

Plantes génétiquement modifiées dans les pays en développement 7

Burkina Faso : augmenter la production agricole pour le marché indigène 8

ARTICLE DE FOND

Désormais, les groupes villageois de protection de l'environnement aident à protéger le parc et ont prouvé qu'ils étaient capables de limiter à un niveau insignifiant la culture sur brûlis dans cette réserve précieuse en termes de biodiversité.

InfoResources : Quel pourrait être l'avantage pour la DDC de collaborer avec le CGIAR ? Quelles perspectives entrevoyez-vous pour cette coopération ?

DG : La recherche est un élément crucial pour aider l'agriculture des pays en développement à jouer un rôle moteur dans la croissance économique et la diminution de la pauvreté. Les Centres CG travaillent ensemble avec leurs partenaires nationaux pour définir des innovations clés susceptibles d'aider les populations rurales pauvres à améliorer leurs conditions de vie grâce à une agriculture plus productive. Il existe une immense palette de nouvelles solutions, issues de la recherche scientifique, qui pourraient soutenir l'intensification et la diversification, que ce soit au niveau des cultures vivrières, de l'arboriculture ou de l'élevage. L'agroforesterie en est une, essentielle. Des activités R&D et des efforts permanents de développement des capacités sont cruciaux d'une part pour développer des systèmes adaptés et adaptables, d'autre part pour diffuser plus largement les innovations qui font leurs preuves.

La recherche doit avoir un impact sur des millions d'exploitations agricoles. L'ICRAF travaille actuellement à l'analyse et la valorisation à plus large échelle des résultats scientifiques et des investissements correspondants. Les discussions actuelles entre la DDC et l'ICRAF se concentrent sur l'Afrique, plus spécialement sur les endroits névralgiques où la faim menace et où une révolution verte est urgente. Une première étape serait de développer des partenariats afin de déterminer les options les plus prometteuses pour améliorer la productivité et soutenir la gestion des ressources naturelles dans ces endroits. En travaillant ensemble, l'ICRAF et la DDC peuvent favoriser ces processus.

Plusieurs développements positifs ont actuellement lieu en Afrique. Si le mouvement amorcé se renforce et s'accélère, l'amélioration des conditions de vie pourrait rapidement s'étendre à de nombreuses régions rurales du continent.

OUVRAGES PROPOSÉS SUR LE SUJET :

Agroforestry and the achievement of the millenium development goals. D.P. Garrity. In: *Agroforestry Systems*, vol. 61, (2004), p. 5–17

The contribution of agroforestry systems to reducing farmers' dependence on the resources of adjacent national parks: a case study from Sumatra, Indonesia. D.P. Garrity... [et al.]. In: *Agroforestry Systems*, vol. 52, (2001), p. 171–184

La faim dans le monde – comment continuer ?

Près de 854 millions de personnes (14% de la population mondiale) sont chroniquement ou gravement sous-alimentées ; c'est le continent asiatique qui compte le plus grand nombre de personnes touchées par la faim alors que dans la région subsaharienne leur part est supérieure à 30% et le nombre absolu est en hausse. Voilà ce qu'on peut lire en substance dans le rapport de la *Hunger Task Force* du projet onusien pour le millénaire. Ce groupe de travail a été institué en 2002 pour établir comment réaliser l'objectif du millénaire de réduire de moitié la faim dans le monde d'ici à 2015. Les auteurs commencent par dresser un bilan détaillé de la situation avant de formuler un certain nombre de revendications, plus spécialement sur le plan politique, ainsi que dans les domaines de la gestion des ressources, de la production et de la santé. Si ce bilan n'apporte guère de nouvelles connaissances, il n'en donne pas moins une vue d'ensemble sur les causalités de la pauvreté sous l'angle politique. Le constat est clair : pour être efficace, la lutte contre la faim dans le monde doit pouvoir s'appuyer sur un commerce équitable et un environnement sain. Il est primordial aussi que la population pauvre ait accès à la terre, aux semences, au savoir et aux crédits. Ainsi, la thématique de la faim et de la pauvreté, jusqu'ici trop souvent et trop volontiers déléguée aux organisations de développement, reçoit enfin l'indispensable attention politique qu'elle mérite. Elle figure désormais en première place dans l'agenda de l'ONU et de l'OMC et occupe égale-

ment une place importante au sommet du G8 et au Forum économique mondial de Davos. Toutefois, la question du financement à court terme de mesures urgentes demeure ouverte.

SOURCE

Halving hunger: it can be done, Achieving the Millennium Development Goals. Summary version.
Auteurs : Pedro Sánchez, M.S. Swaminathan, Philip Dobie, Nalan Yuksel. 2005. 34 p.
www.unmilleniumproject.org/reports/reports2.htm
(on trouvera également à cette adresse les rapports des autres groupes de travail du projet « Millénaire »)

Le commerce des produits agricoles creuse l'écart entre riches et pauvres

Les pays en développement, à commencer par les plus démunis, sont confrontés à des conditions toujours plus difficiles sur les marchés agricoles internationaux. D'abord, les prix de nombreux produits agricoles traditionnels tendent à baisser à long terme et fluctuent fortement à court terme. Ensuite, la production d'aliments non traditionnels ou transformés, financièrement plus intéressante, est entravée par les problèmes structurels internes de ces pays et par les droits de douane élevés des Etats industrialisés. Un grand nombre de pays en développement en sont même réduits à importer toujours plus de produits alimentaires. Enfin, les producteurs se trouvent face à des acheteurs de plus en plus grands (consortiums, supermarchés) mais dont le nombre est en diminution. Les petits paysans justement peinent à satisfaire les exigences quant aux quantités, à la qualité ou aux délais de livraison de ces consortiums. Outre de nombreuses données chiffrées, cette étude contient diverses recommandations. Il faudrait inciter les pays en développement à adapter la production d'exportation aux exigences actuelles, améliorer la production pour le marché indigène et soutenir les efforts dans ce sens. Il faudrait aussi mettre en place des systèmes d'assurance contre des pertes inattendues de revenu, aux

niveaux de la production ou des prix, améliorer la coopération entre petits producteurs et mener campagne pour stimuler la demande de produits tropicaux. Finalement, les Etats industrialisés devraient ouvrir plus largement leurs marchés aux produits agricoles de ces pays.

SOURCE

The State of Agricultural Commodity Markets 2004.
FAO 2004. 55 p.
www.fao.org/docrep/007/y5419e/y5419e00.htm

Faire de la recherche ensemble, mais comment ?

Les partenariats nord-sud pour la recherche ont pour but de mettre au jour de nouvelles connaissances mais aussi de promouvoir les échanges et l'apprentissage communs afin de favoriser l'élargissement des compétences tant au sud qu'au nord. Parmi les aspects positifs de ces partenariats, mentionnons la plus grande visibilité et attractivité de la recherche menée dans les pays du sud, un meilleur accès aux informations et aux nouveaux champs de recherche, et la sortie de l'isolement scientifique. Mais ces partenariats recèlent également des aspects négatifs, p. ex. lorsque le nord considère le sud comme un laboratoire de recherche ou qu'il s'arroge une position dominante sous prétexte de sa supériorité financière et scientifique.

Pour qu'un partenariat de recherche soit efficace, il faut que les protagonistes travaillent ensemble au niveau de la planification déjà et réfléchissent en commun sur les méthodes à développer, sur le partage des fonctions et des rôles, et finalement sur le mode et la forme de la répartition des gains du projet.



Il importe d'éviter les inégalités dans les partenariats pour la recherche.
(Cartoon: Karl Herweg, 2004)

La présente publication décrit dix facteurs susceptibles d'influencer favorablement un partenariat de recherche, p. ex. des plateformes communes d'apprentissage, et identifie six facteurs qui entravent une mise en œuvre réussie. Des questions clés relatives à la planification, des recommandations claires à l'intention des bailleurs de fond et des chercheurs, ainsi que des exemples de cas concrets complètent cette publication clairement structurée et orientée vers l'application.

SOURCE

Improving Impacts of Research Partnerships. Daniel Maselli, Jon-Andri Lys, Jacqueline Schmid. Swiss Commission for Research Partnerships with Developing Countries, KFPE. Geographica Bernensia. Berne, 2004. 86 p. www.kfpe.ch/key_activities/impact_study/index.html
Paraîtra prochainement en français.

L'équité, une condition à la gestion des forêts tropicales

La gestion des forêts gagne à intégrer le critère social pour appréhender les conflits nés du passage d'une forêt de subsistance à une forêt source de revenus, ceci surtout en milieu tropical.

L'ouvrage cité présente plusieurs instruments de participation sociale développés dans le cadre du programme «Population locale, décentralisation et gestion collaborative adaptative (ACM) des forêts». Il explique pourquoi et comment il est indispensable de revoir la gestion des forêts et d'y intégrer les différents segments de populations vivant en zone forestière, notamment les femmes.

Ainsi, une des huit approches prometteuses pour les gestionnaires de forêts est la pratique d'exercices de vision multi-acteurs qui a eu cours en Bolivie. Elle consiste par exemple à demander à chacun des groupes de la communauté (hommes âgés, femmes, jeunes) d'imaginer et de dessiner comment il voit, dans cinq ans, la gestion forestière fonctionner de manière optimale, et les changements et adaptations requis à cet effet.

Pourtant, les difficultés de la répartition équitable des bénéfices, l'ancrage profond des notions de pouvoir et non-pouvoir, ainsi que l'interprétation culturelle des relations de genre propre aux différents acteurs sont soulignées.

SOURCE

The equitable forest: diversity, community and resource management. Ed. Carol J. Pierce Colfer. RFF Press, 2004.

Le partage du pouvoir : la cogestion des ressources naturelles

La cogestion concrétise un partenariat entre plusieurs acteurs sociaux qui conviennent ensemble d'un partage équitable des fonctions de gestion, des bénéfices et des responsabilités concernant l'exploitation des ressources naturelles d'une région.

Les auteurs de cette publication entendent la cogestion dans un sens très large. Sorte de système d'autodéfense, la cogestion tient compte de la complexité des tâches liées à l'exploitation des ressources naturelles, renforce l'efficacité et l'efficience des projets, favorise le respect et l'égalité entre partenaires. Pour mettre en place ce type de gestion et en faire une institution sociale, il est crucial que tous les acteurs sociaux soient impliqués et négocient ensemble. Le processus d'établissement d'une cogestion demande du temps et s'articule en trois phases :

1. la préparation (récolter des informations, nouer le contact avec tous les partenaires sociaux ...);
2. l'élaboration d'une convention commune et
3. sa mise en œuvre et son évaluation régulière. Une cogestion pourra revêtir des formes très diverses en fonction des conditions sociales, écologiques mais aussi institutionnelles au niveau local.

Cet ouvrage contient des explications conceptuelles détaillées et de nombreuses lignes directrices très utiles, basées sur des années d'expérience. En témoi-

gnent les multiples exemples de cogestion dans le monde entier. Sa lecture demande du temps ; ce n'est pas un livre de recettes à feuilleter en passant.

SOURCE

Sharing Power: Learning-by-Doing in Co-management of Natural Resources throughout the World. G. Borrini-Feyerabend, M. Pimbert, M. Taghi Farvar, A. Kothari, Y. Renard. IIED, IUCN/CEESO/CMWG, Cenest. Teheran, 2004. 456 p.
www.iucn.org/themes/ceesp/Publications/sharingpower.htm

Les écosystèmes doivent devenir un élément intrinsèque de l'infrastructure hydrique

Un modèle de calcul bioéconomique démontre que des investissements dans l'exploitation durable d'une région humide au Bangladesh permettraient à la fois d'augmenter la productivité du sol et de prévenir la dégradation des ressources. Le gain du projet, calculé à l'aide du modèle, s'est avéré 7,5 supérieur au rendement supposé de l'investissement.

Cet exemple traduit la prise de conscience accrue de la valeur des écosystèmes. Mais il montre aussi que seule leur exploitation durable procure à la population des services à long terme et peut donc être rentable. L'évaluation économique des écosystèmes et de leurs services peut être un instrument fort utile dans les processus de planification et de décision. Un tel modèle de calcul informe au sujet des pertes ou des gains induits par des projets et permet aussi d'évaluer des mesures de conservation appropriées. Cette publication s'adresse aussi bien aux praticiens qu'aux décideurs. Elle donne une vue d'ensemble sur les différentes méthodes d'évaluation et sur les possibilités de réinvestir les résultats des évaluations dans des processus de décision. Si les auteurs ne manquent pas d'aborder les limites de l'évaluation économique, on pourrait néanmoins leur reprocher de ne pas être assez critiques face à «l'économisation» croissante.

SOURCE

Value: Counting ecosystems as water infrastructure. L. Emerton, E. Bos. IUCN. Gland, Switzerland and Cambridge, UK. 2004. 88 p.
www.waterandnature.org/value/index.html
Paraîtra prochainement en espagnol et français.

La responsabilité de la politique locale face au changement climatique

En Amérique latine, le défi majeur face au changement climatique réside dans la conversion des décisions internationales en politiques publiques internes. Les gouvernements locaux, qui sont les plus proches du citoyen, sont en fait éloignés et en décalage par rapport aux négociations internationales.

Inauguré lors de la Xème Conférence de l'ONU sur le Changement Climatique (COP 10) à Buenos Aires en décembre passé, ce guide, accompagné d'un glossaire très utile, s'adresse avant tout à l'Amérique latine et aux Caraïbes. C'est aussi dans cette réalité que les constatations et propositions de l'ouvrage sont ancrées, se référant à ce qui est entrepris ailleurs ou au niveau international. A la suite du chapitre traitant du rôle des gouvernements locaux, 10 spécialistes latino-américains prennent position individuellement sur l'une des opportunités (dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'usage du sol et des forêts...) que la politique locale peut saisir en faveur de la mitigation du changement climatique. Ces articles courts apportent un regard très riche par leur diversité, leur multidisciplinarité et leur potentiel de concrétisation.

SOURCE

Cambio climático y desarrollo limpio: oportunidades para gobiernos locales. International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI) – Local Governments for Sustainability. 2004. 110 p.
www3.iclei.org/lacs/ccp/files/guiaamdlespanhol.pdf
www3.iclei.org/lacs/ccp/files/guiaamdportugues.pdf

Evolución de la Idea de Proyecto de Captura de Biogás



En Argentine, la recuperación de bio-gaz del relleno sanitario existente se ha impuesto como alternativa de gestión de residuos sólidos urbanos de la commune de Olavarría. Elle répond optimalement aux critères techniques, économiques, sociaux et environnementaux analysés dans le cadre d'une étude en 2002. (Proyecto de captura de biogás del relleno sanitario de Olavarría, Argentina. Helios Eseverri, Gabriel Blanco. 2004. 10 p.).

Quelles sont les chances des ménages de se remettre de catastrophes environnementales?

Des catastrophes environnementales comme la famine en Ethiopie (1999 – 2000) et l'ouragan Mitch au Honduras (1998) ont des répercussions économiques durables sur les ménages touchés et leurs ressources. Ils perdent une partie de leur « capital » (p. ex. leur terre, leurs animaux) et leur revenu baisse (p. ex. pas de récolte). La capacité de se relever d'un tel choc sur le plan économique dépend notamment du niveau de vie d'avant la catastrophe et des possibilités de se procurer du travail et un revenu sur le marché ou via des réseaux sociaux.

L'étude économique menée à long terme en Ethiopie et au Honduras montre, à l'aide de modèles de régression, que les stratégies pour surmonter les effets des catastrophes varient d'une région à l'autre ainsi que de la capacité de résistance des ménages. Dans les deux pays, il existe néanmoins le danger que les ménages pauvres, justement, ne s'enfoncent plus encore dans la pauvreté. En conclusion, les auteurs recommandent de mettre en place des réseaux sociaux, de promouvoir les sources de revenu non agricoles, de soutenir les marchés agricoles et de développer les infrastructures, ceci comme filet de sécurité pour les ménages pauvres.

SOURCE

Shocks, Sensitivity and Resilience: Tracking the Economic Impacts of Environmental Disaster on Assets in Ethiopia and Honduras. M.R. Carter, P. D. Little, T. Mogues, W. Negatu. 2004. 38 p. www.sed.manchester.ac.uk/idpm/research/events/february2005/documents/Carter.pdf

Plantes génétiquement modifiées dans les pays en développement

Dans différents pays en développement, on fait de la recherche avec des plantes de culture génétiquement modifiées. Une nouvelle étude a sondé 62 institutions totalisant 201 projets avec 43 plantes différentes. Plus de la moitié de ces projets ont pour objectif d'augmenter la résistance des plantes à l'égard de virus ou d'insectes.

Les auteurs de l'étude tirent pour l'essentiel deux conclusions:

- les pays en développement font essentiellement de la recherche publique avec des ressources génétiques disponibles au niveau local et accessibles à tous. Les paysans accepteraient sans doute mieux les semences provenant de projets de recherche locaux et pourraient également les faire proliférer, dès lors qu'aucun brevet n'y ferait entrave.
- Du laboratoire aux applications, le parcours est semé d'embûches. Il manque surtout le savoir faire et les ressources pour mettre en place et remplir les exigences légales de sécurité.

Mais qu'en est-il de l'opportunité d'introduire des plantes génétiquement modifiées ? Les auteurs de l'étude ne posent pas cette question fondamentale. Une conférence donnée par le ministre de l'agriculture de Zambie montre bien que les gouvernements des pays en développement ont des réticences à cet égard, plus spécialement pour des raisons de sécurité pour l'homme et l'environnement.

SOURCES

Poorer nations turn to publicly developed GM crops. Joel I. Cohen
In: *Nature Biotechnology*, Vol. 23, No 1, January 2005. p.27–33.
www.ifpri.org/media/biotech20050106.htm

Genetically modified food as food aid – the case of Zambia.
Hon Mundia Sikatana (Zambian Minister of Agriculture).
Contribution au Symposium « Introduction d'OGM dans l'agriculture – chronique d'un désastre annoncé ? »
Berne, Suisse, 10 février 2005.
www.swissaid.ch/politik/f/documents/symposium_doku_000.pdf
p.6–7

Burkina Faso : augmenter la production agricole pour le marché indigène

Plus d'un tiers des producteurs dans trois différentes régions agroécologiques au Burkina Faso pratique la vente et les échanges commerciaux de produits alimentaires à côté de l'économie de subsistance. Tel est le constat d'un projet de recherche mené conjointement par l'université de Ouagadougou et la Haute Ecole suisse d'Agronomie. L'étude de cas a examiné les ventes alimentaires et le comportement des marchés locaux. Il ressort de l'analyse de la filière que le riz décortiqué importé est presque aussi avantageux que la farine de céréales locales. L'étude établit aussi que la production de denrées alimentaires rapporte trois fois plus que la production de coton, par exemple. Sur la base de ces constats, des propositions sont faites pour réorienter la politique agricole du Burkina Faso. Les auteurs préconisent notamment la mise en place d'un système national de crédit agricole à l'investissement, en tant qu'élément nécessaire pour augmenter la croissance de la production agricole et le revenu des paysans. Selon eux, il faudrait absolument que le Burkina Faso développe, à côté de la production agricole d'exportation, sa production agricole pour le marché interne et son secteur

agroindustriel, le cas échéant avec une protection mesurée du marché contre les importations subventionnées. Ainsi, l'économie agricole burkinabée reposerait sur deux piliers égaux.

SOURCE

Commercialisation vivrière paysanne, marchés urbains et options politiques au Burkina Faso. Rapport final de synthèse. Gil Ducommun, Hugo Cecchini, Sylvestre Ouedraogo et Abdoulaye Bengaly. HESA / CEDRES. 2005. 104 p. http://old.shl.bfh.ch/fed/docs/Rapport_Final_Synth%E8se_TASIM-AO.pdf

*Vendeuses de céréales et oléagineux sur le marché de Dédougou, Burkina Faso
(Photo : Gil Ducommun)*



Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar.

Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach,
Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85, 3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch